

Nouvelles locales du lundi 06 mai 2013

@rib News, 06/05/2013 | Droits de l'Homme - Selon un analyste constitutionnaliste, le projet de loi sur la presse au Burundi est devenu caduque. Le Professeur Pascal Rwankara fait savoir qu'un projet de loi doit être présenté au président de la République dans les 48 heures qui suivent son dernier vote au Parlement. Il trouve que ce projet de loi sur la presse au Burundi doit faire objet d'un second vote ou d'une autre lecture. Il ajoute aussi que le président de la République dispose de 30 jours pour analyser et promulguer un projet de loi lui présenté ou le renvoyer au Parlement pour une seconde lecture. Il dit cela au moment où le porte-parole du président de la République a affirmé ce samedi que ce projet de loi n'est pas encore parvenu à la présidence de la République. Selon des informations recueillies au près de l'Assemblée nationale, ledit projet de loi devrait être remis à la présidence ce lundi ou ce mardi. [Rpa]

- Les organisations des professionnels des médias et de la Société civile se sont rendues ce lundi à la présidence de la République du Burundi en vue de déposer la pétition signée par la population pour dénoncer le caractère liberticide du projet de loi sur la presse au Burundi. Selon la présidente de la maison de la presse, la pétition a été signée par plus de 11.000 personnes et ce nombre est beaucoup significatif puisque si la période avait été longue, il y aurait encore plus de signatures. Elle ajoute aussi qu'il y en a qui ont dénoncé ce projet de loi sur les médias. Denise Mugugu espère que le président de la République va considérer les cris de ces citoyens. Elle considère que quand bien même ce projet de loi venait à être promulgué, le combat doit continuer pour demander son amendement. Elle considère que les journalistes sont les vrais amis du pays et demande au père de la Nation d'écouter les lamentations de ces personnes. Selon le président de l'ACAT qui avait accompagné les journalistes à la présidence, la confiance est totale que le président de la République ne va pas promulguer ce projet de loi. Maître Armel Niyongere voit que ce projet de loi est trop liberticide, rétrograde et inconstitutionnel. Il trouve aussi intéressant le fait que les organisations de la Société civile se soient associées aux journalistes dans cette lutte. Selon lui, les droits bafoués par ce projet de loi sont essentiels à toute personne.

[Rtnb/Rtr/Rpa/Isanganiro/Bonesha] | Sécurité - Recrudescence du phénomène de viol dans la province de Bubanza ces derniers jours. Selon des informations sur place, 4 personnes ont été arrêtées pour des raisons enquêtées et leurs dossiers sont en train d'être confectionnés au Parquet de Bubanza, comme l'affirme aussi l'administration dans cette province. L'APRODH dans cette province déplore le fait que certaines victimes aient peur de se confier à la Justice et recourent au règlement amiable. Elle demande que les personnes reconnues coupables soient punies conformément à la loi. [Isanganiro]- Même phénomène dans la province de Karusi où, dans la commune de Buhiga qui est la plus touchée, une fillette de 13 ans a été violée et étranglée ensuite par trois personnes toutes mariées avant de mourir devant une maison appartenant à une autre personne ce dimanche. Les quatre personnes ont toutes été arrêtées et se trouvent dans les cachots de la Police à Buhiga. L'Administrateur communal de Buhiga se dit satisfait du comportement de la population de cette commune qui a aidé à arrêter 8 personnes soupçonnées dans différents forfaits de viol, dont un militaire. Le Gouverneur de Karusi demande quant à lui la collaboration de tout le monde pour éradiquer ce phénomène. Richard Nzokizwanimana demande aussi à la population de couper court avec le règlement amiable et matériel de viol qui, selon lui, est contre la loi. Il demande aussi la solidarité de la population et le transport des victimes à l'hôpital pour qu'en plus de la constatation du viol, elles soient soignées dans les meilleurs délais. [Bonesha/Isanganiro]

Des jeunes Imbonerakure de la commune de Mutaho en province de Gitega, accusés d'avoir assassiné le père du président du parti CNDD-FDD en commune Mutaho, ont été arrêtés. Ce vieux a été sauvagement tué ce samedi. Le président de la ligue des jeunes Imbonerakure dans cette commune a été arrêté avec deux fusils de type Kalachnikov qu'il tentait de cacher. Selon des informations sur place, un de ces fusils appartient à un policier qui est emprisonné pour avoir perdu. Pascal Ndayisenga a expliqué que ces fusils appartiennent à une personne (Mutama) qu'il n'a pas vue. Claude Ndacayisaba, Secrétaire de cette ligue au niveau communal, le chef de colline, Denis un comitard de cette même ligue au niveau de Mutaho et Claude, le chef du club Inkona dans cette commune, soupçonnés d'avoir trempé dans ce meurtre, ont été eux aussi arrêtés. Selon toujours ces informations, il y aurait un projet d'assassinat de certains membres du parti CNDD-FDD par des membres de ce même parti. L'Administrateur communal de Mutaho qui avait pourtant accusé des jeunes venus de Bujumbura être les auteurs du massacre de ce vieux, affirme qu'il ne peut rien dire avant l'enterrement de cette personne, qui était prévu ce lundi. [Rpa]- Un enfant a été tué et un autre blessé dimanche par l'effondrement d'un bord de la rivière de Buzimba en zone Gatete de la commune de Rumonge dans la province de Bururi. Alors qu'ils gardaient les chèvres, les deux enfants se baignaient en nageant dans cette rivière dont les bords se sont écroulés emportant la vie de l'un d'eux. L'autre, grièvement blessé, a été transporté à l'hôpital de la localité. La population accuse les autorités de ne pas avoir aussi empêché les extracteurs de sable et de gravier dans cette rivière et cette extraction cause la fragilité de parois de cette rivière. L'Administrateur de la commune de Rumonge fait savoir que la population avait écrit au Gouverneur de province pour dénoncer cette extraction mais le Gouverneur Ndikumana ajoute qu'il ne connaît pas la suite que cette autorité provinciale a réservée à cette correspondance. [Rtnb/Bonesha/Rpa]- Vol à main armée dans la nuit de ce dimanche sur le Lac Tanganyika au niveau de Rumonge dans la province de Bururi. Des bandits armés ont pris aux pêcheurs burundais un moteur de bateau, 4 téléphones portables, 60 litres d'essence et autres effets et se sont repliés vers la RDC. La fédération des pêcheurs de Rumonge demande la sécurité soit renforcée et que la marine militaire fasse plus de patrouilles. [Bonesha] | Politique - Le parti Sahwanya-Frodebu demande le désarmement de la population civile avant la tenue des élections de 2015. Selon le vice-président de ce parti, les armes qui pullulent dans le pays seront sans doute utilisées pour intimider la population. Frédéric Bamvuginyumvira estime que le ministre de l'Intérieur n'a jamais accepté les accusations portées contre les Imbonerakure quant à leur comportement. Il voit que le cas qui vient de se passer à Mutaho où ces Imbonerakure viennent être arrêtés pour avoir tué le père du président du CNDD-FDD dans cette commune est plus parlant. Il demande donc une considération plus sérieuse de la question. [Bonesha] | Gouvernance - Les commerçants du chef-lieu de la province de Kirundo disent qu'ils ont été contraints de payer une somme de 10.000FBu comme amende alors qu'ils sont accusés

ne pas avoir obéi à l'ordre de l'Administrateur communal de Kirundo qui leur avait ordonné de fermer leurs boutiques pour aller écouter le discours du président de la République vendredi de la semaine dernière. Selon le Gouverneur de la province de Kirundo, ils ont désobéi à l'ordre de l'Administrateur communal. Ruvoren Nzigira reconnaît pourtant qu'il n'y avait pas de travaux communautaires ce vendredi. [Rpa]- Selon l'ADC-Ikibiri, il s'agit d'une injustice de la part des autorités de la province de Kirundo envers ces commerçants. Le président de cette coalition trouve que ces commerçants n'ont violé aucune loi puisque ces travaux sont organisés en dehors de tout cadre légal. L'once Ngendakumana trouve qu'ils n'aboutiront à rien et n'apporteront pas de développement du moment qu'ils sont organisés comme ils le sont aujourd'hui. Il demande l'élaboration d'une loi régissant les travaux communautaires pour avoir un cadre légal. Le porte-parole du président de la République explique que les amendes que les autorités de la commune de Kirundo ont exigées aux commerçants de Kirundo n'est pas une question à poser à la présidence de la République. L'onidas Hatungimana fait savoir que cela relève de l'organisation de chaque province. [Rpa/Rtr] Education Le syndicat CONAPES accuse le gouvernement du Burundi de trainer les pieds quant à la mise en application de l'harmonisation des salaires. Le président de ce syndicat constate que depuis 2006, le slogan est là mais sa mise à exécution est devenue impossible. Emmanuel Mashandari trouve que le Gouvernement a toujours montré qu'il est en train de faire quelque chose, ce qui n'est en réalité pas le cas. Il demande au Gouvernement de mener des actions concrètes et lui donne une période d'une semaine pour faire quelque chose en faveur des enseignants, si non ces derniers seront dans l'obligation de prendre d'autres mesures qu'il n'a pas citées. Il demande aussi aux enseignants au sein de ce syndicat de rester vigilants en militant pour leurs droits. [Rtr/Bonesha/Isanganiro/Rpa]